

Le programme des travaillistes : le changement dans la continuité.

Le Parti travailliste mené par Keir Starmer, nouveau premier ministre de Grande Bretagne a remporté largement les élections⁽¹⁾ le 4 juillet face aux conservateurs au pouvoir depuis 2010.

Les travaillistes se sont fixé six mesures principales à mettre en place immédiatement mais rien sur l'urgence d'augmenter les salaires !

*Premièrement, assurer la stabilité économique et relancer la croissance.

*Services publics : recruter des enseignants et réduire les listes d'attente dans le système de santé mais pas de plan d'investissements massifs. Les collectivités locales ne bénéficieront pas de nouveaux fonds, alors qu'elles ont été largement touchées par les coupes budgétaires opérées par les conservateurs.

*S'attaquer à la délinquance et réduire les incivilités.

*Créer une nouvelle force de police aux frontières avec des prérogatives étendues. Le discours n'est pas en rupture avec les conservateurs, les travaillistes demandant une réduction du solde migratoire et s'opposant à l'ouverture des frontières. Concernant la loi, récemment adoptée prévoyant de renvoyer des personnes sans papiers au Rwanda les travaillistes disent revenir sur cette loi pas pour des considérations humanistes mais parce que c'est un « *gadget politique inefficace* ».

*Mettre en place une agence publique de l'énergie (Great British Energy) dédiée en particulier à la transition vers les énergies propres et ne fournir aucune nouvelle licence pour l'exploration de forages de gaz ou de pétrole.

Sous la bannière du changement, les travaillistes promettent la stabilité politique...

Le « changement » pour le parti de Keir Starmer c'est un recentrage de sa formation vers la droite et sa distanciation avec la ligne plus à "gauche" de Jeremy Corbyn. Le programme des travaillistes ne propose pas de rupture majeure avec l'ère conservatrice. Les travaillistes restent dans le cadre d'une économie capitaliste, voulant réorienter les budgets sans les augmenter : *déshabiller Pierre pour habiller Paul* en fléchant différemment les ressources de l'Etat.

Leur discours n'est pas en rupture avec les conservateurs.

Plusieurs dirigeants de grandes entreprises et des personnalités du monde des affaires ont soutenu le Parti travailliste. Keir Starmer a rassuré le secteur en promettant de ne pas augmenter le taux d'imposition sur les sociétés (aujourd'hui à 25 %). Cela montre notamment que le Labour a réussi à apparaître comme le parti de l'entrepreneuriat grâce à son discours et son programme « probusiness ». Le Financial Times dit n'avoir pas d'appartenance politique et croire en la « *démocratie libérale, le libre-échange et l'entreprise privée et en un Royaume-Uni ouvert sur l'extérieur* ». Cela nous a « *souvent alignés plus sur les conservateurs* », mais « *cette génération de +Tories+ a ruiné sa réputation de parti des affaires* » dénonce le FT. « *Le parti travailliste de Keir Starmer est mieux placé pour être le dirigeant dont a besoin le pays* » poursuit le quotidien économique et financier britannique, le quotidien économique de référence en Europe compte plus d'un million d'abonnés. Pour The Economist « *Le consensus économique au Royaume-Uni s'est éloigné des valeurs du libre-échange, du choix individuel et des limites à l'intervention d'état* » déplore l'hebdomadaire qui estime que le meilleur choix pour l'élection du 4 juillet est le parti travailliste. Tout comme le Sunday Times, titre pourtant étiqueté à droite.

Pourtant l'urgence est grande.

La situation économique et sociale du Royaume-Uni est grave : les inégalités sont au plus haut, la proportion de travailleurs pauvres va croissante, les services publics sont exsangues. Le PIB du Royaume-Uni a reculé en 2023 proche de la récession. Les taux d'intérêt directs sont à 5,25 % outre-Manche.

Le taux d'inflation élevé se montre résilient, fortement affecté par la hausse des prix, l'inflation ayant avoisiné 10% entre juillet 2022 et mars 2023. La consommation des ménages n'a grimpé que de 0,4 % en 2023, la hausse des prix ayant amputé le pouvoir d'achat des Britanniques.

L'augmentation des listes d'attente dans le service de santé (plus de 7 millions de malades sont en attente d'un traitement ou d'un rendez-vous).

Le chômage augmente, même s'il reste à un niveau très bas⁽³⁾.

La dette publique devrait encore s'alourdir.

Le journal « *The Independent* » titrait : *“Les réfrigérateurs sont débranchés ou vides alors que les prix de l'alimentation, déjà exorbitants, continuent d'augmenter. Des familles ne peuvent plus faire face aux échéances de leurs prêts et autres emprunts immobiliers, alors que les taux d'intérêt pèsent sur leurs finances. Les emplois sont de plus en plus menacés à mesure que le marché du travail se détériore.”*

Les tensions entre le gouvernement et les syndicats sur les salaires sont toujours présentes et le nombre de grèves reste important. Au cours de la période 2023, 4 millions de journées de travail soit le nombre le plus élevé depuis 1990.

En Grande Bretagne comme partout dans le monde la lutte des classes pour freiner et stopper le capital est le seul outil dont disposent les travailleurs pour y parvenir. La lutte est l'objectif de tous les travailleurs afin de satisfaire les revendications, augmenter les salaires, les pensions et allocations sociales, empêcher la destruction des services publics, faire reculer les mesures antisociales.

(1) Les travaillistes : 411 sièges +209 , les conservateurs 121 -244, La formation d'extrême droite de Nigel Farage, Reform UK, est en progression (14%) : Réforme UK 5 sièges 0 avant, Libéraux démocrates 72 sièges +61, le parti National écossais perd 39 sièges.

(2) Le Royaume-Uni est en 2022 la sixième économie mondiale et la deuxième économie européenne, derrière l'Allemagne et devant la France (selon le FMI. Le PIB par habitant du Royaume-Uni s'élève se classant 23^e mondial, devançant d'un rang la France.

(3) Le contrat de travail n'est pas obligatoire et beaucoup de petits boulots.